D é c l a r a t i o n

Le processus du congrès doit être revu sur le fond et sur la méthode

Depuis plusieurs mois, nous avons alerté sur les conditions de préparation du congrès du PCF. Nous avons exprimé notre refus du choix fait par 88 membres du Conseil national (sur 254) de proposer une base officielle qui tourne le dos au mandat arrêté par l'Assemblée générale extraordinaire de décembre 2007.

Ce mandat précisait qu'il s'agirait « de n'exclure aucune hypothèse concernant le parti ou sa stratégie, ni de prendre à l'avance une orientation que les communistes choisiront à leur congrès ».

A travers la motion "Nous voulons un débat extraordinaire", la contribution collective "Continuer l'engagement communiste, fonder une nouvelle force politique" et bien d'autres textes individuels et collectifs, des centaines de militants mettent en cause la méthode choisie.

La préparation du congrès est, de fait, très mal engagée : faiblesse de la participation aux réunions, impossibilité d'organiser dans les délais impartis des débats contradictoires et de trancher en quelques jours des options cruciales pour l'avenir de l'alternative politique, de la gauche, du communisme et du PCF. Des choix fondamentaux sont en train d'échapper aux adhérents du Parti communiste alors que son existence même est en cause.

Nous constatons aujourd'hui que le bulletin de vote diffusé pour décider de la base commune ne mentionne que trois possibilités : le vote pour la base officielle ; le vote pour le texte alternatif n°1 et le vote pour le texte alternatif n°2.

Or, les communistes doivent pouvoir réfuter les trois textes, si aucun ne leur convient.

C'est précisément le choix que nous souhaitons faire, comme des milliers de communistes, et c'est le choix que nous ferons.

Nous demandons donc aujourd'hui à la commission de transparence de remettre à plat les conditions du vote des 29 et 30 octobre prochains et nous appelons le Conseil national à revoir le processus de préparation du congrès lors de sa réunion du 24 octobre, en se conformant au mandat de l'Assemblée générale de 2007.

Nous demandons qu'à partir de la prise de conscience de la gravité de la situation, le processus engagé soit entièrement revu.

Le 17 octobre 2008

Gilles Alfonsi, Chantal Delmas, Moustapha Gueye,
Anne Jollet, Sylvie Larue, Dominique Martel, Roger
Martelli, Philippe Stierlin, Nadine Stoll, Catherine
Tricot, Sylvie Tricot-Devert, Pierre Zarka
Membres du Conseil national du PCF